



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
**Service de la coordination
des politiques publiques**
Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
Société ONYX EST à LUDRES**

N° 2021-1052

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46, L. 212-1, L. 212-11 et L. 512-16 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

Vu le décret n°2004 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2021-0405 du 10 juin 2021 autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu le porter à connaissance de modification notable transmis par la société ONYX EST le 27 octobre 2021 concernant la mise en place d'un système automatique d'extinction ;

Vu l'avis exprimé par courriel du 03 mars 2022 du SDIS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/1332-2021 en date du 04 mars 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 10 mars 2022 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant, par courriel en date du 07 avril 2022 et courriel du 04 juillet 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/545_2022 en date du 24 juin 2022 ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, portées par la société ONYX EST à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 27 octobre 2021 sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

La société ONYX EST, dont le siège social est sis 1 rue Henriette Gallé – Grimm – Bâtiment O'Rigin à 54 064 NANCY, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa plateforme de gestion des déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LUDRES – Impasse Bernard Palissy, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié et complété successivement par les dispositions des arrêtés préfectoraux complémentaires 2011-528 du 6 juillet 2011, 2014-0418 du 11 janvier 2017, 2019-0553 du 29 avril 2019, 2021-0405 du 10 juin 2021 actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié est remplacé comme suit :

«

<i>Rubrique</i>	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime (1)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : <ul style="list-style-type: none">• prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération.	Prétraitement de déchets non dangereux destinés à l'incinération ou à la co-incinération: 300 tonnes de déchets non dangereux par jour	A

2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets industriels banaux avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 8 850 m³</p>	E
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Activité de regroupement et de tri de déchets divers (dont les ordures ménagères) avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 6 830 m³</p>	E
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m²</p>	<p>Activité de regroupement de déchets métalliques. Surface du stockage : 165 m²</p>	D
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 110 (6,5 ha)</p> <p>Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Sud du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 115 (1,2 ha)</p> <p>Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Nord du site pour rejet au milieu naturel</p> <p>Soit une surface de 7,7 ha</p>	D

⁽ⁿ⁾ : A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration).

Article 3 : Eaux pluviales et confinement des eaux d'extinction

Les dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

« Un bassin de retenue des eaux pluviales collectées au niveau de la zone Sud du site (parcelle AL 110), d'une capacité minimale de 1 064 m³, permet la collecte des eaux ruisselant sur les surfaces imperméables liées aux activités du centre de tri de papiers, cartons et plastiques, à la zone de réception et de transfert des déchets et à la zone de production de CSR (Combustibles Solides de Récupération).

Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Sud du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 2 140 m³ pour la zone Sud (zone d'activités de tri de papiers, cartons et plastiques, de réception et de transfert des déchets et de production de CSR).

Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie sur le site, soit une capacité minimale de 3 204 m³.

Un bassin de retenue des eaux pluviales collectées au niveau de la zone Nord du site (parcelle AL 115), d'une capacité minimale de 242 m³, permet la collecte des eaux ruisselant sur les surfaces imperméables liées au stockage des ordures ménagères en balles et au stockage des déchets d'éléments d'ameublement.

Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Nord du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 180 m³ pour la zone Nord (plate-forme de stockage des balles OM et activité DEA).

Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie sur le site soit une capacité minimale de 422 m³.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées avant de transiter dans le bassin de retenue des eaux pluviales propres à la zone Nord et à la zone Sud du site.

L'évacuation du trop-plein des bassins susmentionnés s'effectuera de manière forcée par pompes manuelles vers le réseau public en l'absence de pollution ou d'incendie. »

Article 4 : Prévention des risques incendies

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

« Le centre est équipé de robinets incendie armés (RIA), extincteurs et alarmes coup de poing régulièrement répartis sur l'ensemble du site et des bâtiments.

Le centre dispose :

- Pour la parcelle AL110, l'exploitant s'assure de disposer d'un débit minimum d'extinction de 300 m³/h (borne incendie et/ou réserve) pendant 2 heures. Au moins deux points de raccordement sont situés à moins de 100 m des risques à combattre.
- Pour la parcelle AL115, l'exploitant s'assure de disposer d'un débit minimum d'extinction de 90 m³/h (borne incendie et/ou réserve) pendant 2 heures.

Chaque moyen de défense incendie doit être équipé pour le raccordement des services d'incendie et de secours.

Le centre dispose d'un système d'extinction automatique adapté pour les installations situées sur la parcelle AL 110 [centre de tri de papiers, cartons et plastiques, centre de tri haute performance dédié à la production de CSR, bâtiment de stockage de balles de papiers, cartons et plastiques, zone de réception et de transfert des déchets, zone dédiée à la mise en balles d'ordures ménagères et locaux techniques (ventilateurs et compresseurs)].

La zone de stockage et de tri des déchets d'éléments d'ameublement est située dans un bâtiment couvert non clos dont les parois moitié Nord, Ouest et Sud sont constituées de murs coupe-feu de degré 4 heures.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température ambiante autour des installations et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Un plan d'intervention est établi en collaboration avec les pompiers. Il leur est communiqué dès sa réalisation et après toute modification. L'exploitant dispose de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets, tenus à jour, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;

Bâtiment DTQD

- Aucune activité de transvasement, sauf rendue nécessaire (contenant défectueux) ne sera effectuée, ;
- Les DTQD seront réceptionnés, identifiés et contrôlés par du personnel qualifié et dirigés immédiatement dans un local étanche en rétention et disposés à l'abri des intempéries, ventilé naturellement en permanence ;
- Les DTQD autorisés sur le centre sont les acides, les bases, les neutres (piles, néons...), les huiles et graisses et les solvants et boues de peinture ;
- Chaque catégorie de DTQD sera stockée dans une alvéole spécifique ;
- Aucun matériel électrique non antidéflagrant ne sera installé ou utilisé dans ces alvéoles (éclairage, transpalettes...)
- Le stockage sera limité à 10 tonnes de déchets ;
- L'alvéole dédiée aux solvants et boues de peinture sera entourée de murs coupe-feu de degré 2 heures au moins. Elle sera dotée d'un système automatique de détection et d'extinction d'incendie avec déversoir à mousse.

Bâtiment CSR

- Il est interdit de fumer, de téléphoner (sans équipement spécifique) et d'apporter du feu nu (sans permis de feu) ;
- Les allées et équipements font l'objet de procédures de nettoyage particulières ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un réseau de détecteurs incendie ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un dispositif de vidéosurveillance 24 heures sur 24, associé à la mise à disposition d'une équipe de première intervention ;
- Le bâtiment est compartimenté en 3 zones distinctes (zone préparation, zone procédé, zone expédition) et séparées entre elles de murs coupe-feu de degré 2 heures au moins ;
- Le mur extérieur séparant le bâtiment CSR de la halle de stockage de balles (au minimum au niveau des zones de préparation et d'expédition) est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Autres bâtiments

- Dans les bâtiments de tri, les stocks entrants seront limités au strict minimum ;

– Des éléments thermofusibles seront installés en toiture sur au moins 10 % de la surface de manière à permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie ;

La zone de tri de papiers sera séparée des zones contiguës par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins. Dans le cas d'une valorisation des DIB hors procédé CSR, un dispositif coupe-feu de même degré à guillotine sera mis en place au niveau du passage du tapis de convoyage des DIB vers la presse à balles. Il sera actionné en cas d'incendie et avant chaque fermeture du centre. Une consigne sera écrite et diffusée au personnel sur ce point ;

– Le bâtiment de stockage des balles sera découpé en zones de stockage séparées ; le mur côté « bâtiment CSR » est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Article 5 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – Autres réglementations applicables

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.171-8 I du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de LUDRES et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

2° Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

3° L'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de meurthe-et-moselle, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8 : exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le maire de LUDRES, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

– à M. le directeur de la société ONYX EST ;

et dont copie sera adressée :

– À M. le maire de LUDRES.

NANCY, le 11 JUIL. 2022

Le Préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE GOFF

